



DOSSIER DE PRESSE

27 MARS 2003 – RENCONTRE AVEC JOSSELIN DE ROHAN

Aujourd'hui, jeudi 27 mars, les producteurs de porcs bretons ont décidé de se mobiliser. Après une nouvelle chute brutale du cours lundi dernier à 1.001 €/kg, les éleveurs ne peuvent que se mobiliser afin de montrer et de faire connaître la situation de crise. En effet, c'est un cri d'alarme que pousse aujourd'hui la profession à Josselin (Morbihan), commune de Monsieur DE ROHAN, Président du Conseil Régional de Bretagne.

1) Un cri d'alarme

Depuis fin 2001, les producteurs de porcs sont en crise. 2002 s'est soldé sur un cours moyen fixé au Marché du Porc Breton de Plérin (22) à 1.102 €/kg quand le coût de production sur la même période s'établit à 1.38 €/kg. Sur la base de cours à 1€ (cours actuel !), c'est un déficit de annuel de 52 000 € pour une exploitation bretonne type.

Comme le souligne une étude CER – Chambre d'Agriculture du Finistère, au-delà du doute persistant et de l'incertitude pour les éleveurs, une tendance lourde se dessine : l'érosion constante de la rentabilité des élevages. De plus, une seule année de cours sensiblement plus favorables (2001), n'aura pas suffi à renflouer les situations financières fragiles de la crise précédente. Donc, aujourd'hui l'autofinancement devient négatif, les taux d'endettement s'envolent et les trésoreries continuent de se dégrader.

Au-delà de ces données chiffrées, qui pourraient suffire à caractériser la situation critique, c'est aujourd'hui le moral des éleveurs de porc qui est touché. Quatre années de crise sur les cinq dernières, incompris de leurs concitoyens et victimes d'une véritable « chasse aux sorcières », les éleveurs n'ont plus le moral, ni aucune perspective!

2) Des conditions de concurrence inégales

Importante région de production, la Bretagne se bat sur un marché fortement concurrencé contre des bassins de production beaucoup mieux armés qu'elle. En effet, les distorsions de concurrence sont nombreuses :

- Les éleveurs bretons se sont massivement engagés, et ceux depuis de nombreuses années, à produire proprement dans un souci de respect et de préservation de l'environnement. Les coûts de mise aux normes pèsent fortement sur les résultats financiers de ces derniers. Par contre, qui dans les autres bassins de production européens se soucient d'environnement ?
- Des charges sociales et salariales inégales.
- Un coût alimentaire (environ 55% du coût de production) prohibitif en France, symbole de l'incapacité de l'Etat à gérer ses marchés contingentés.

Les producteurs de porcs sont une nouvelle fois victimes des pratiques commerciales abusives de la part de la Grande Distribution : marges arrières, marges avant, factures fictives, ...

Cinq grandes centrales d'achat se partagent la quasi-totalité du commerce, exercent une pression insoutenable sur les vendeurs et pratiquent des prix exorbitants. Bref, une distorsion de concurrence inadmissible aux yeux de tous, sauf des concernés et de l'Etat, désespérément sourd !

3) Des perspectives très sombres

La gestion catastrophique de la fièvre aphteuse par l'Etat français nous a conduit à entrer en crise beaucoup plus précocement que nos concurrents. En effet, d'après les analystes, il ne s'agirait que du début de la crise !!!

Alors que le cours a replongé lundi 24 mars au niveau de l'Euro, les abatteurs nous annoncent de nouvelles baisses pour les semaines à venir.

Cette fois, l'Etat n'a plus le choix et doit impérativement mettre en place les mesures adaptées à l'assainissement du marché.

Ainsi, en se rendant chez Monsieur de ROHAN, Président du Conseil Régional de Bretagne, la FRSEA et les Jeunes Agriculteurs de Bretagne, lui donne l'opportunité de pratiquer la décentralisation. A lui de nous montrer le pouvoir que confère cette nouvelle loi ; A lui de

montrer que la Bretagne se soucie encore de ses agriculteurs contrairement à ce que pensent les hautes sphères du pouvoir !

4) La Bretagne en péril ?

Si rien ne bouge à Paris, la région sait pourtant ce que peut représenter la production porcine d'un point de vue économique, sociale et environnemental.

Aujourd'hui, environ 8 000 producteurs de porcs se répartissent sur la Bretagne. C'est donc 8 000 agriculteurs qui entretiennent le paysage, cultivent nos terres. C'est autant de familles qui vivent « au pays » et participent à la vie locale et cantonale.

L'élevage porcin en Bretagne c'est aussi 2 000 emplois en production et 53 000 emplois directs soit quasiment 6% de la population active bretonne.

Nous sommes en doit de nous demander si l'Etat souhaite encore voir demain, une filière porcine forte, génératrice d'emplois et garant du territoire en Bretagne ?

L'Etat souhaite-t-il vraiment voir un désert en Bretagne ? Et Monsieur de ROHAN ?

5) Le consommateur menacé...

Les éleveurs de porcs bretons produisent aujourd'hui la meilleure qualité qui soit en Europe. Cette qualité est attendue et reconnue par le consommateur français. Si un nombre important de producteurs ne passait pas le cap difficile de cette crise, le consommateur se verrait proposer des viandes d'origine brésiliennes ou polonaises, ne donnant pas toutes les garanties de sécurité alimentaire. **Cette attente sociétale mérite le soutien de l'Etat.**

Contacts : Les FDSEA et la FRSEA Bretagne
Les Jeunes Agriculteurs